



**CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX
SERVICES RÉGIONAUX LAURENTIDES**

289, rue de Villemure, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 5J5
Téléphone: (450) 438-4196 Télécopieur: (450) 438-5869

À tous les médias
Pour publication immédiate

LA PRIVATISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ

**LE CONSEIL CENTRAL DES LAURENTIDES CSN VEUT PROVOQUER
UN VÉRITABLE DÉBAT**

(Saint-Jérôme, le 12 octobre 2007) – Le Conseil central des Laurentides CSN veut alerter, informer et sensibiliser la population sur les enjeux concernant notre système de santé public au cours d'une campagne qui s'amorce cet automne sous le thème « Le public, c'est la santé pour tout le monde! ».

Cette campagne à l'échelle nationale veut provoquer un véritable débat social. Rappelons que depuis la décision de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli, on constate une accentuation de la pression exercée pour une augmentation de la présence du privé dans la santé et ce, autant pour la prestation des services que pour le financement du système. Le jugement Chaoulli a levé l'interdiction de l'assurance privée pour défrayer certains services médicaux spécialisés que le réseau ne peut livrer dans les délais garantis.

C'est lors de l'adoption du dernier budget provincial que l'urgence est revenue sur la question du financement du système. C'est par la voix de la ministre des finances que l'importance d'agir dès maintenant pour assurer la pérennité et le financement adéquat de notre système de santé ressurgissait. C'est ainsi que le gouvernement créait un groupe de travail dont le mandat traite, entre autres, du rôle du privé dans la santé, du remboursement de la dette et des moyens d'augmenter les revenus dans le régime. Ce groupe de travail dont la ministre a confié la direction à Claude Castonguay est loin d'être une commission parlementaire.

En plus de consulter qui il veut bien, ce groupe de travail soulève un débat social majeur auquel les québécoises et québécois ne sont pas conviés. En plus de ne pas consulter la population, ce groupe de travail a un problème majeur : son président. Déjà dans les années 1970, monsieur Castonguay prônait un système à deux vitesses. La population avait exprimé un choix clair en faveur d'un système universel lors d'un grand débat public auquel les syndicats ont largement contribué. « Parler de Claude Castonguay comme le père de la carte soleil, c'est un trompe l'œil pour tenter de faire oublier qu'il est l'homme de l'industrie de l'assurance privée dont il est issu et qu'il a servie toute sa vie. » souligne Louise Jetté, présidente du Conseil central des Laurentides CSN.

Le Conseil central des Laurentides et la CSN réclament une véritable consultation publique puisqu'il s'agit d'un débat de société fondamental pour l'ensemble de la population du Québec.

Le financement privé implique nécessairement que les individus devront investir plus d'argent, directement ou par le biais d'assurances. Le débat sur le financement touche tout le monde, c'est pourquoi il doit être public. Le recours aux assurances privées peut apparaître à plusieurs comme une réponse intéressante puisqu'elle implique aussi un partage de risque, mais il s'agit d'un leurre. Les régimes d'assurances collectives, ont subi, au cours des dernières années, d'importantes hausses de primes causées principalement par la hausse du prix des médicaments. La marge pour l'ajout de nouvelles couvertures est donc bien mince.

Il ne faut pas négliger non plus le fait que tout ce débat survient alors que les problèmes d'accès actuels sont en grande partie attribuables à la pénurie de personnel. On ne le dira jamais assez : on ne règlera pas les problèmes d'accès aux soins de santé en transférant les infirmières et les médecins du public vers le privé. La privatisation ne multiplie pas les personnels. Au contraire, elle dégarnit le système public. « Il est tout à fait inadmissible de profiter de la crise actuelle de pénurie de personnel pour faire avancer la cause du privé » ajoute la présidente du conseil central.

On laisse miroiter que l'accès aux soins de santé serait amélioré si on laissait les personnes qui en ont les moyens se payer des services. Nous croyons plutôt que toutes les ressources disponibles doivent être investies pour sortir le système de cette crise et que c'est par la fiscalité que cet investissement

doit se faire. Les baisses d'impôt contenues dans le dernier budget sont donc tout à fait inappropriées dans les circonstances.

Ainsi, la campagne que lance aujourd'hui le Conseil central des Laurentides prévoit notamment un volet publicitaire, ainsi qu'une distribution massive de 4 bulletins d'informations auprès des membres CSN mais aussi auprès de la grande population Laurentidienne. Ces quatre bulletins toucheront quatre sujets majeurs : la nécessité d'un vrai débat public; les assurances collectives et privées, le financement du réseau de la santé et la pénurie de personnel.

Comme à la naissance de notre système de santé et de service sociaux en 1970, nous devons nous saisir des enjeux, les partager et proposer des alternatives.

-30-

Louise Jetté, présidente
Conseil central des Laurentides (CSN)
450-438-4197

Pour le nord des Laurentides :
Steve Bouchard, vice-président
Conseil central des Laurentides (CSN)
Cellulaire : 819-429-1554

Martin Bourgeois, conseiller syndical
Conseil central des Laurentides (CSN)
450-438-4196